

Evolution monétaires à Mayotte au 30 septembre 2013

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

L'économie mondiale progresse encore faiblement au premier semestre 2013, atteignant 2,5 % en moyenne, soit un rythme comparable à celui du deuxième semestre 2012. La croissance commence à ralentir dans les pays émergents, tandis qu'elle montre des signes de renforcement dans plusieurs pays avancés. Selon les dernières estimations du Fonds monétaire international (FMI) d'octobre 2013, l'économie mondiale devrait progresser de 2,9 % sur l'ensemble de l'année 2013 (contre +3,2 % en 2012 et +3,9 % en 2011).

Dans la zone euro, la croissance perd de la vitesse au troisième trimestre 2013, avec un PIB en hausse de 0,1 % (+0,3 % à fin juin 2013), pénalisé par le faible dynamisme de la consommation privée et les niveaux élevés de chômage. Après avoir rebondi au deuxième trimestre, le PIB français se replie de 0,1 % au troisième trimestre, tandis que l'activité allemande évolue encore favorablement (PIB en hausse de 0,3 %).

Lors de sa réunion du 7 novembre, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 25 points de base, à 0,25 %, et de réduire le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 25 points de base, à 0,75 %, le taux d'intérêt de la facilité de dépôt demeurant inchangé, à 0,00 %. Dans sa déclaration introductive M. Draghi a indiqué : « L'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire. Elle continuera donc également de soutenir la reprise progressive de l'économie reflétée par les indicateurs de confiance jusqu'en octobre (...). »... « Après la baisse des taux de ce jour, le Conseil des gouverneurs a réexaminé les indications données en juillet sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE et confirmé qu'il continue de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels, voire inférieurs, sur longue période (...) ».

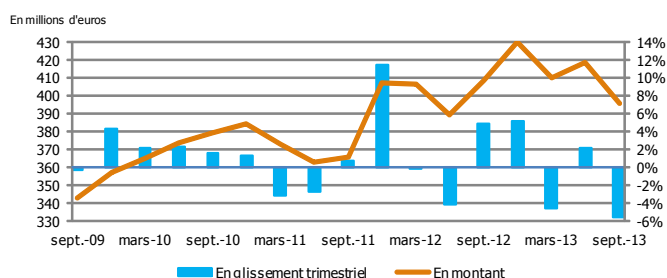
UNE SITUATION FINANCIÈRE CONTRASTÉE

Ce trimestre contraste avec le précédent par une baisse significative de l'épargne collectée auprès des agents économiques et par une croissance modérée des crédits octroyés.

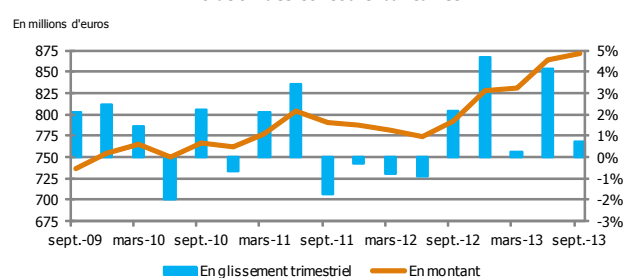
La période se caractérise par une décollecte importante. L'encours total des actifs financiers passe ainsi de 418,7 millions d'euros à 395,6 millions d'euros entre le 30 juin et le 30 septembre (soit -5,5 % contre +2,1 % au deuxième trimestre, dont -16,1 % pour les sociétés non financières).

Les encours de crédits accordés à l'économie progressent plus légèrement qu'au deuxième trimestre (+0,7 % soit +6,3 millions d'euros, contre +4,1 % soit +34,2 millions au trimestre précédent) et s'élèvent à 870,8 millions d'euros. Les concours bancaires augmentent néanmoins de 10,0 % sur un an.

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT EN REPLI

Des crédits aux entreprises moins dynamiques

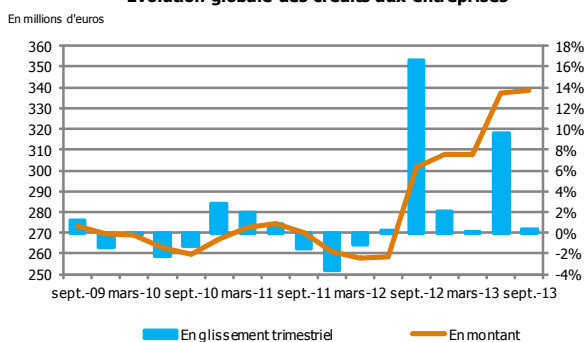
À 338,4 millions d'euros au 30 septembre 2013, l'**encours sain des crédits accordés aux entreprises** augmente très légèrement (+0,3 % contre +9,6 % en juin 2013). Sur un an, sa progression atteint 12,3 %, contre 25,7 % au trimestre précédent.

Comme en juin 2013, les **crédits d'investissement** représentent près de 73 % des crédits accordés aux entreprises et s'établissent à 245,7 millions d'euros. Ils ne progressent que de 0,1 % contre une hausse de 12,2 % au trimestre précédent qui s'expliquait par la réalisation d'investissements importants (secteur de l'énergie et infrastructures publiques).

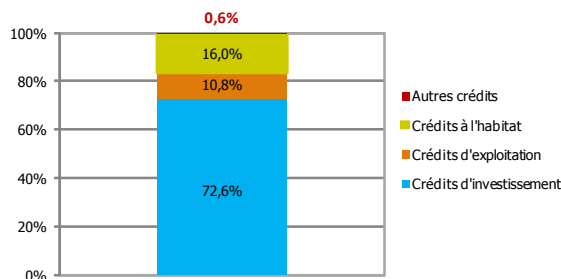
Les **crédits d'exploitation** progressent de 3,8 % et passent à 36,7 millions d'euros. Cette évolution s'explique principalement par une croissance de 27,0 % des comptes ordinaires débiteurs (qui passent de 6,9 à 8,8 millions d'euros entre juin et septembre). Les créances commerciales reculent de 19,8 % pour s'établir à 2,5 millions d'euros (contre 3,1 millions d'euros au 30 juin). Les crédits de trésorerie progressent de 0,2 % et s'élèvent à 25,4 millions d'euros.

Dans la continuité des trimestres précédents, les **crédits à l'habitat consentis aux entreprises** continuent de reculer (-1,0 %, après -1,1 % en juin).

Evolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises



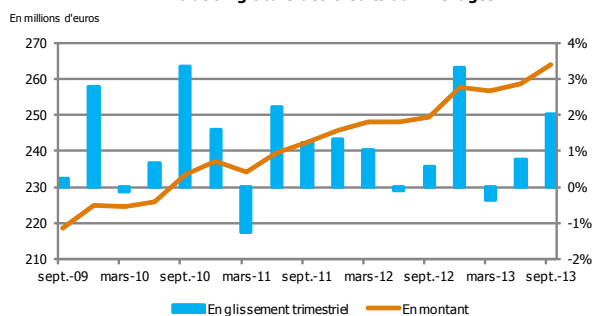
Une hausse des crédits aux ménages

La progression de l'**encours sain de crédits accordés aux ménages**, observée depuis le début de l'année, se confirme. L'encours augmente ainsi de 2,0 %, soit +5,2 millions d'euros entre juin et septembre (contre +0,7 %, soit +1,9 million d'euros au trimestre précédent), et de 5,8 % en croissance annuelle (contre +4,3 % au trimestre précédent).

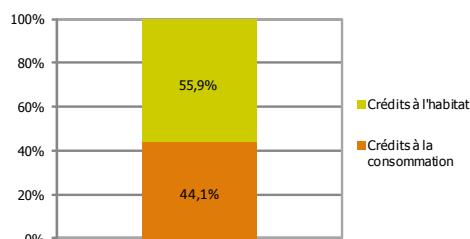
Les **crédits à l'habitat**, contribuant pour 55,9 % aux crédits accordés aux ménages, passent de 144,6 millions d'euros à 147,4 millions d'euros. Ils enregistrent ainsi une augmentation de 2,8 millions d'euros sur la période (soit +1,9 %, contre -0,5 % sur la période précédente).

Enfin, les **crédits à la consommation**, deuxième poste d'endettement des ménages (44,1 %), augmentent de 2,2 % (contre +2,4 % au trimestre précédent) et passent de 113,9 millions d'euros à 116,4 millions d'euros, soit une augmentation de 2,5 millions d'euros sur la période.

Evolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Une diminution des crédits aux collectivités locales

Les **crédits aux collectivités locales** s'élèvent à 175,5 millions d'euros au 30 septembre (contre 176,2 millions d'euros en juin, soit une diminution de 0,7 million d'euros). Cette évolution s'explique par une chute des crédits d'exploitation de -75,2 % (-9,6 millions d'euros) qui n'est pas compensée par l'augmentation de 5,5 % des crédits d'investissement (+9 millions d'euros). Les comptes ordinaires débiteurs passent de 7,8 millions d'euros à 3,2 millions d'euros (soit une baisse de 59,4 %).

Une progression de la sinistralité

Après un léger repli au trimestre précédent, les créances douteuses brutes repartent à la hausse et s'élèvent à 52,6 millions d'euros (+3,5 %, soit +1,7 million d'euros). Les créances douteuses des établissements de crédit installés localement s'établissent à 47,2 millions d'euros (7 % de l'encours brut total) contre 45,6 millions d'euros (6,8 % de l'encours brut total) au trimestre précédent. Les provisions subissent un léger repli à 19,2 millions d'euros, contre 19,5 millions d'euros le trimestre précédent (soit une baisse de 1,5 %).

DÉGRADATION DE LA COLLECTE GLOBALE

La collecte globale connaît une évolution contrastée. En effet, après une baisse de 4,6 % au premier trimestre suivie d'une hausse de 2,1 % au deuxième trimestre, les **actifs financiers détenus par les agents économiques mahorais** se contractent de nouveau à 395,6 millions d'euros, soit une dégradation de 23,1 millions d'euros (-5,5 %).

Comme au deuxième trimestre, cette évolution trouve sa source dans les dépôts à vue qui diminuent de 10,0 % à 201,2 millions d'euros, après avoir augmenté de 16,0 % sur la période précédente.

Les **placements liquides ou à court terme** décroissent légèrement de 0,6 % et s'élèvent à 126,2 millions d'euros. Une faible baisse comparée à la période précédente pendant laquelle ces mêmes placements ont diminué de 15,4 %. Après avoir fortement chuté entre mars et juin (-41 %, soit -22,1 millions d'euros) les **placements indexés sur les taux du marché** reculent légèrement (-3,0 %, soit 1 million d'euros).

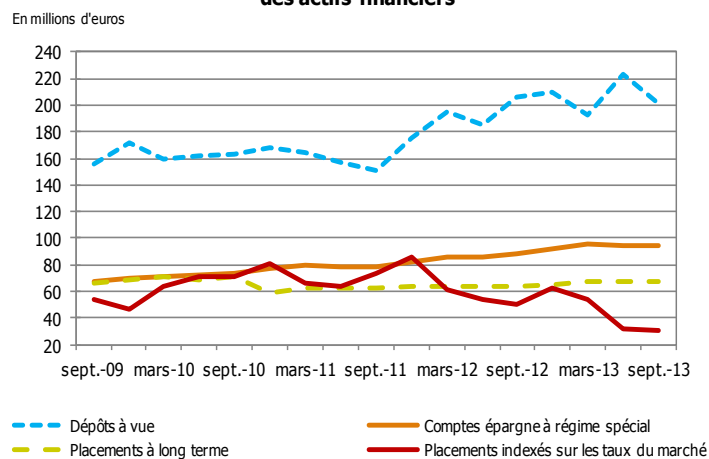
Enfin, **l'épargne à long terme** reste stable à 68,1 millions d'euros.

Une légère diminution de l'épargne des ménages

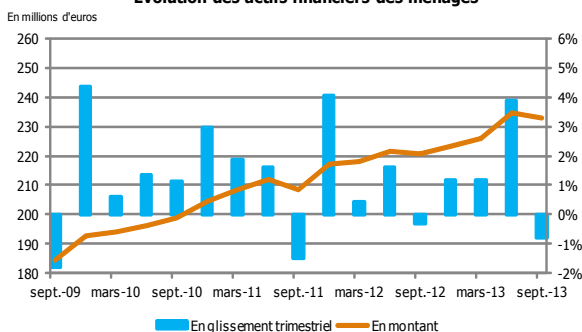
Contrairement aux deux premiers trimestres, le troisième se caractérise par une baisse des **placements des ménages** de -0,8 % (contre respectivement +1,2 % et +3,9 %), qui s'établissent à 232,9 millions d'euros au 30 septembre 2013. Cette évolution s'explique entre autres, par une baisse de 1,2 million d'euros (-1,7 %) des **dépôts à vue des ménages** (contre une hausse de 6,3 millions d'euros au deuxième trimestre).

Les **placements liquides ou à court terme** reculent également à 96,1 millions d'euros (-0,7 %). Enfin, **l'épargne à long terme** reste stable à 67,7 millions d'euros.

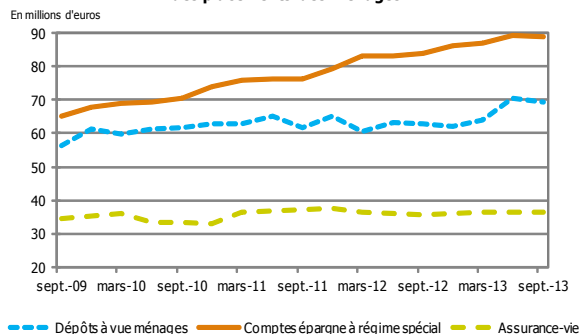
Evolution des principales composantes des actifs financiers



Evolution des actifs financiers des ménages



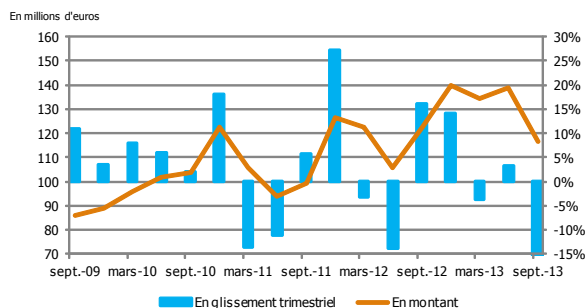
Evolution des principales composantes des placements des ménages



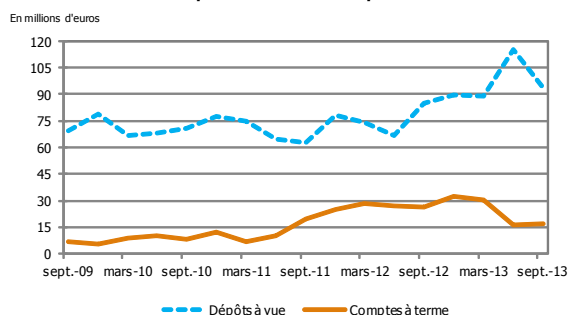
Un repli des placements des entreprises

Les **actifs financiers détenus par les sociétés non financières** s'élevaient à 116,6 millions d'euros au 30 septembre contre 139 millions d'euros au 30 juin. Ils subissent ainsi une baisse de 22,4 millions d'euros sur le trimestre (-16,1 %) après avoir augmenté entre mars et juin (+3,3 %). Cette diminution s'explique principalement par une décollecte importante de la part des entreprises dont les **dépôts à vue** passent de 115,1 millions d'euros à 94,0 millions (-21,1 millions d'euros, soit -18,4 %). **Les placements indexés sur les taux de marché** baissent également de 5,3 % sur le trimestre et de 39,9 % sur l'année. Cette évolution confirme la tendance observée sur le trimestre précédent. Sur un an, les actifs financiers des entreprises reculent de 6 millions d'euros (-4,9 %).

Evolution des actifs financiers des entreprises



Evolution des principales composantes des placements des entreprises



Un redressement des placements des autres agents

Contrairement aux deux premiers trimestres, **les placements des autres agents** augmentent (+2,4 %) et s'établissent à 46,1 millions d'euros (contre, respectivement, -25,7 % et -9,3 % au premier et deuxième trimestre). Les placements liquides ou à court terme sont en hausse de 17,0 % (contre -33,1 % au deuxième trimestre).

MÉTHODOLOGIE

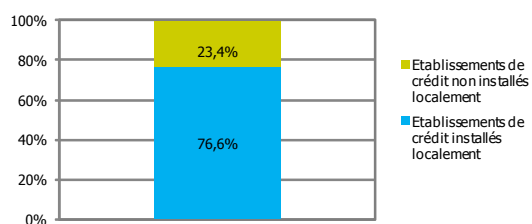
- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédit non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

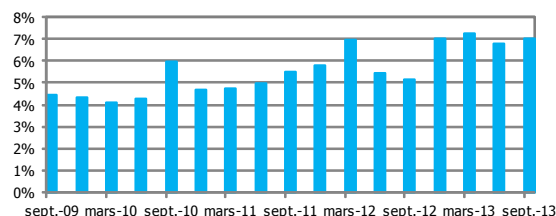
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	sept-09	sept-10	sept-11	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	49,4	33,8	32,5	36,7	34,6	33,2	35,3	36,7	3,8%	-0,2%
<i>Créances commerciales</i>	3,3	2,4	2,4	3,4	3,1	2,4	3,1	2,5	-19,8%	-27,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	20,8	21,7	22,2	27,3	24,7	24,2	25,3	25,4	0,2%	-7,0%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	4,2	4,5	4,5	3,8	3,4	3,0	3,3	3,2	-2,5%	-15,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	24,5	8,9	7,9	6,1	6,8	6,6	6,9	8,8	27,0%	45,7%
<i>Affacturation</i>	0,8	0,8							-	-
Crédits d'investissement	169,1	173,5	188,2	206,2	221,2	218,6	245,4	245,7	0,1%	19,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	160,0	168,3	185,1	204,3	219,5	217,1	244,0	244,6	0,2%	19,7%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	7,1	6,5	6,3	5,8	5,8	5,6	5,7	6,3	10,0%	9,3%
<i>Crédit-bail</i>	9,1	5,1	3,1	1,9	1,7	1,5	1,4	1,1	-17,8%	-40,1%
Crédits à l'habitat	52,8	49,3	48,0	57,0	50,8	55,1	54,5	54,0	-1,0%	-5,3%
Autres crédits	1,9	3,0	1,8	1,4	0,9	0,7	2,0	2,0	-1,7%	42,5%
Encours sain	273,2	259,6	270,4	301,3	307,5	307,6	337,3	338,4	0,3%	12,3%
Ménages										
Crédits à la consommation	117,7	114,3	115,8	113,2	112,2	111,3	113,9	116,4	2,2%	2,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	108,1	108,3	109,6	107,5	107,0	106,6	109,5	111,6	2,0%	3,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4,5	4,0	4,4	4,7	4,4	3,9	3,9	4,3	12,3%	-8,5%
<i>Crédit-bail</i>	5,2	2,0	1,7	1,0	0,8	0,7	0,6	0,5	-22,2%	-51,8%
Crédits à l'habitat	100,8	119,2	126,6	136,1	145,4	145,3	144,6	147,4	1,9%	8,3%
Autres crédits	0,1				0,0	0,0			-	-
Encours sain	218,7	233,5	242,4	249,4	257,6	256,7	258,6	263,8	2,0%	5,8%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	24,7	14,3	3,1	6,6	8,0	10,5	12,8	3,2	-75,2%	-51,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	21,7	6,1				5,0	5,0		-	-
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3,0	8,2	3,1	6,6	8,0	5,5	7,8	3,2	-59,4%	-51,7%
Crédits d'investissement	132,1	142,1	162,0	154,8	163,1	161,8	163,3	172,3	5,5%	11,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	132,1	142,1	162,0	154,8	163,1	161,8	163,3	172,3	5,5%	11,3%
Autres crédits	13,8	9,0	3,5	1,6	0,6	0,6	0,1	0,1	-0,2%	-96,4%
Encours sain	170,7	165,4	168,6	162,9	171,8	172,9	176,2	175,5	-0,4%	7,7%
Autres agents										
Encours sain	43,2	70,2	69,8	42,6	42,1	42,1	41,6	40,5	-2,6%	-5,1%
TOTAL										
Encours sain	705,7	728,7	751,2	756,2	779,0	779,4	813,6	818,1	0,6%	8,2%
dont ECNIL	199,4	202,0	205,5	175,9	181,2	185,4	189,4	191,0	0,9%	8,6%
Créances douteuses brutes	30,1	37,6	38,6	35,2	49,4	50,9	50,9	52,6	3,5%	49,6%
<i>Créances douteuses nettes</i>	20,5	26,1	23,5	20,2	31,4	31,7	31,4	33,5	6,6%	65,7%
(dt) <i>Entreprises</i>	13,5	20,2	17,5	13,5	22,8	22,8	21,8	22,1	1,8%	63,9%
(dt) <i>Ménages</i>	6,4	5,6	6,0	6,7	6,8	7,5	8,1	10,0	22,9%	50,1%
Provisions	9,6	11,5	15,1	15,0	18,0	19,1	19,5	19,2	-1,5%	27,9%
Encours brut total	735,8	766,3	789,8	791,4	828,5	830,2	864,5	870,8	0,7%	10,0%
Taux de créances douteuses	4,1%	4,9%	4,9%	4,4%	6,0%	6,1%	5,9%	6,0%	2,8%	36%
dont ECIL	4,4%	5,9%	5,5%	5,1%	7,0%	7,2%	6,8%	7,0%	2,8%	37%
Taux de provisionnement	31,8%	30,6%	39,1%	42,6%	36,4%	37,6%	38,3%	36,4%	-4,9%	-14,5%

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	sept-09	sept-10	sept-11	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	1 trim	1 an
Sociétés non financières	85,9	103,6	99,4	122,6	139,9	134,6	139,0	116,6	-16,1%	-4,9%
Dépôts à vue	69,7	71,0	62,5	85,1	89,4	89,2	115,1	94,0	-18,4%	10,4%
Placements liquides ou à court terme	16,0	32,4	36,7	37,3	50,3	45,3	23,7	22,4	-5,2%	-39,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	34,0%	-19,4%
Placements indexés sur les taux de marché	16,0	32,4	36,7	37,3	50,3	45,3	23,6	22,4	-5,3%	-39,9%
<i>dont comptes à terme</i>	6,5	7,9	19,5	26,6	32,6	30,4	15,9	16,9	6,1%	-36,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	1,5	2,0	8,6	5,1	5,1	5,0	4,4	4,2	-4,7%	-16,8%
<i>dont certificats de dépôt</i>	8,0	22,6	8,6	5,6	12,6	9,8	3,3	1,3	-60,5%	-76,7%
Epargne à long terme	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	12,7%	21,5%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0%	0,0%
Ménages	184,6	198,7	208,5	220,8	223,3	225,9	234,7	232,9	-0,8%	5,5%
Dépôts à vue	56,2	61,5	61,6	62,8	61,9	64,1	70,4	69,2	-1,7%	10,1%
Placements liquides ou à court terme	75,4	79,9	84,7	94,0	96,2	95,0	96,7	96,1	-0,7%	2,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	65,2	70,5	76,1	83,8	86,1	87,0	89,4	88,9	-0,5%	6,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	57,4	58,7	60,4	63,6	63,3	62,9	64,0	63,6	-0,6%	0,0%
<i>dont livrets A et bleus</i>	4,8	7,7	11,2	15,2	17,6	18,6	19,6	19,3	-1,4%	26,8%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	2,4%	25,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	29,3%	35,3%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,2	0,3	0,4	0,5	0,8	0,9	1,0	1,1	13,2%	135,3%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	2,7	3,5	3,8	4,2	4,2	4,4	4,5	4,6	1,5%	8,1%
Placements indexés sur les taux de marché	10,2	9,4	8,6	10,3	10,0	8,0	7,4	7,2	-2,8%	-30,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	8,6	8,4	7,9	9,2	9,4	7,4	6,8	6,6	-2,8%	-28,1%
<i>dont bons de caisse</i>	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	-
<i>dont OPCVM monétaires</i>	1,0	1,0	0,7	1,0	0,6	0,5	0,5	0,5	-1,3%	-49,3%
Epargne à long terme	53,0	57,3	62,2	63,9	65,2	66,8	67,6	67,7	0,1%	6,0%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	8,8	16,4	18,4	21,0	22,1	22,7	23,7	24,5	3,5%	16,9%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	4,2	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,5%	-2,9%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	29,0%	63,5%
<i>dont actions</i>	0,3	0,9	0,5	0,5	0,2	0,2	0,2	0,2	-11,9%	-64,4%
<i>dont obligations</i>	0,7	0,6	0,3	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,2%	-6,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	3,9	5,5	5,6	6,0	6,3	6,6	6,6	5,8	-12,2%	-4,4%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	34,5	33,5	37,1	35,5	35,9	36,5	36,3	36,4	0,2%	2,5%
Autres agents	72,4	77,2	57,5	65,3	66,7	49,6	45,0	46,1	2,4%	-29,5%
Dépôts à vue	29,3	30,4	26,5	57,5	58,4	39,5	38,1	38,0	-0,1%	-33,9%
Placements liquides ou à court terme	29,8	33,4	30,8	7,5	8,1	9,9	6,6	7,8	17,0%	3,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	2,3	3,4	2,9	4,8	5,4	8,8	5,4	6,1	11,5%	25,4%
Placements indexés sur les taux de marché	27,5	30,0	27,9	2,7	2,7	1,1	1,2	1,7	42,1%	-36,8%
<i>dont comptes à terme</i>	26,3	29,3	27,9	2,7	2,7	1,1	1,2	1,7	42,3%	-36,8%
Epargne à long terme	13,3	13,4	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	-5,2%	-9,7%
Total actifs financiers	342,8	379,5	365,4	408,7	430,0	410,1	418,7	395,6	-5,5%	-3,2%
Dépôts à vue	155,3	162,9	150,6	205,5	209,8	192,7	223,6	201,2	-10,0%	-2,1%
Placements liquides ou à court terme	121,1	145,7	152,2	138,9	154,5	150,2	127,0	126,2	-0,6%	-9,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	67,5	73,9	79,0	88,6	91,5	95,9	94,8	95,0	0,2%	7,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	58,7	61,1	62,6	67,9	67,8	67,8	68,7	68,6	-0,1%	1,0%
<i>dont livrets A et bleus</i>	5,4	8,4	11,9	15,7	18,4	19,5	20,3	20,4	0,3%	29,6%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	2,8%	25,7%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	143,9%	155,2%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,2	0,3	0,4	0,5	0,8	0,9	1,0	1,1	10,6%	129,7%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	2,7	3,5	3,8	4,2	4,2	4,4	4,5	4,6	2,3%	9,0%
Placements indexés sur les taux de marché	53,7	71,8	73,2	50,2	63,0	54,3	32,2	31,2	-3,0%	-37,8%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	41,4	45,5	55,3	38,5	44,7	38,9	23,9	25,2	5,3%	-34,6%
<i>dont bons de caisse</i>	0,8	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>dont certificats de dépôt</i>	8,0	22,6	8,6	5,6	12,6	9,8	3,3	1,3	-60,5%	-76,7%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	3,5	3,4	9,3	6,1	5,7	5,6	4,9	4,7	-4,4%	-22,3%
Epargne à long terme	66,4	70,8	62,6	64,3	65,7	67,2	68,0	68,1	0,2%	5,9%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	8,8	16,5	18,7	21,2	22,3	22,9	23,9	24,8	3,6%	16,7%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	4,2	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	51,5%	44,9%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	28,5%	62,8%
<i>dont actions</i>	0,4	1,0	0,6	0,6	0,3	0,3	0,3	0,3	-9,6%	-53,6%
<i>dont obligations</i>	14,0	13,9	0,3	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	6,7%	1,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	4,0	5,5	5,7	6,1	6,3	6,7	6,6	5,8	-12,3%	-4,5%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	34,5	33,5	37,1	35,5	35,9	36,5	36,3	36,4	0,2%	2,5%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : Y. MAYET
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : janvier 2014